

ANNEXE

MARCHANDISES DISPENSÉES DE PORTER L'INDICATION
DU POIDS NET OU DU VOLUME NET

Produits de confiserie dont le poids net est inférieur à 100 g.
Biscottes, biscuits, pain d'épice, confiture, }
gelée, marmelade et miel..... } dont le poids net
Moutarde } est inférieur à 50 g.
Pommes chips }

Bouquets de plantes aromatiques culinaires, telles que thym, laurier, etc. présentés en sachets transparents, dont le poids net est inférieur à 30 g.

Fromages non définis, fabriqués par les producteurs agricoles ne traitant que les laits de leur propre exploitation, habituellement mis en vente à la pièce.

Glace ou crème glacée dont le volume net est inférieur à 100 centimètres cubes.

MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 74-903 du 25 octobre 1974 portant statuts particuliers des inspecteurs et des inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la qualité de la vie,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 49-1239 du 13 septembre 1949 modifié portant règlement d'administration publique et fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 46-1469 du 17 juin 1946 relatif à l'organisation provisoire du corps de l'inspection de la direction générale de l'éducation physique et des sports ;

Vu le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 modifié portant règlement d'administration publique pour la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel dans l'un des corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 64-658 du 29 juin 1964 portant organisation des services extérieurs du secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, modifié par les décrets n° 69-214 du 3 mars 1969 et n° 70-1072 du 20 novembre 1970 ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique en date du 12 septembre 1974 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est créé un corps des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs et un corps des inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs, tous deux classés en catégorie A.

CHAPITRE I^{er}

Inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 2. — Le corps des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs comporte un seul grade comprenant sept échelons et un échelon fonctionnel.

Art. 3. — Les inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs exercent, sous l'autorité des inspecteurs principaux et essentiellement au niveau départemental, des fonctions de conception, d'organisation et d'animation dans le domaine administratif, social et pédagogique.

Leur action intéresse l'enseignement et la pratique de l'éducation physique et du sport, les relations avec la jeunesse, les loisirs et les équipements sportifs et socio-éducatifs.

Les inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs ont vocation notamment aux emplois de directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs.

En outre, des missions diverses peuvent leur être confiées soit à l'administration centrale du département de la jeunesse, des sports et des loisirs, soit dans ses services extérieurs ainsi que dans les établissements nationaux ou régionaux dudit département.

Art. 4. — Les inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs sont recrutés par la voie de deux concours distincts ouverts :

1° Le premier, aux candidats âgés de trente-cinq ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours, titulaires de l'un des titres ou diplômes exigés pour se présenter aux concours externes d'entrée à l'école nationale d'administration ou de l'un des titres figurant sur une liste établie par arrêté conjoint du ministre de l'éducation, du ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs et du ministre chargé de la fonction publique ;

2° Le second, aux fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques ou établissements publics à caractère administratif âgés de quarante ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours et ayant accompli cinq ans au moins de services publics au 31 décembre de l'année du concours.

Les modalités de ces concours sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs et du ministre chargé de la fonction publique.

Art. 5. — Les emplois mis au concours sont répartis par moitié entre les deux catégories de candidats. Les emplois non pourvus au titre de l'un des concours peuvent être attribués à des candidats de l'autre concours.

Art. 6. — Les candidats reçus aux concours sont nommés inspecteurs stagiaires par arrêté du ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs et suivent, en cette qualité, un stage de formation professionnelle d'un an.

L'obtention d'une note de stage satisfaisante et le succès aux épreuves de l'examen technique organisé à l'issue du stage donnent lieu à l'attribution du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs. Les inspecteurs stagiaires qui ont obtenu ce certificat d'aptitude sont titularisés dans le grade d'inspecteur.

Les inspecteurs qui n'auraient pas été titularisés sont soit autorisés à accomplir une nouvelle année de stage, soit réintégrés dans leur corps d'origine, soit licenciés.

En cas de redoublement, une seule année de stage entre en compte pour l'ancienneté. Les inspecteurs stagiaires en fonctions à la date d'entrée en vigueur du présent décret achèvent leur stage et sont, le cas échéant, titularisés suivant les conditions réglementaires en vigueur à la date de leur nomination en qualité d'inspecteur stagiaire.

Art. 7. — Lors de leur nomination en qualité d'inspecteur stagiaire, les intéressés sont classés selon les dispositions suivantes :

S'ils n'appartenaient pas à un corps de fonctionnaires titulaires de l'Etat, les intéressés sont classés au 1^{er} échelon de leur grade ;

S'ils détenaient, en qualité de fonctionnaire titulaire, l'un des grades compris dans le troisième groupe du tableau de l'article 9 du décret du 5 décembre 1951 susvisé ou affectés du même coefficient caractéristique, ils sont classés dans leur nouveau grade conformément au tableau ci-après :

SITUATION ancienne.	SITUATION NOUVELLE	
	Echelons.	Ancienneté dans l'échelon.
1 ^{er} échelon..	2 ^e échelon..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 1 an.
2 ^e échelon..	3 ^e échelon..	Maintien de l'ancienneté d'échelon.
3 ^e échelon..	3 ^e échelon..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 1 an 6 mois.
4 ^e échelon..	4 ^e échelon..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 4 mois.
5 ^e échelon..	4 ^e échelon..	Maintien du tiers de l'ancienneté d'échelon et majoration de 2 ans 10 mois.
6 ^e échelon..	5 ^e échelon..	Maintien des cinq sixièmes de l'ancienneté d'échelon.
7 ^e échelon..	5 ^e échelon..	Maintien des trois septièmes de l'ancienneté d'échelon et majoration de 3 ans.
8 ^e échelon..	6 ^e échelon..	Maintien de la moitié de l'ancienneté d'échelon.
9 ^e échelon..	6 ^e échelon..	Maintien des cinq neuvièmes de l'ancienneté d'échelon et majoration de 2 ans.
10 ^e échelon..	7 ^e échelon..	Maintien des quatre neuvièmes de l'ancienneté d'échelon.
11 ^e échelon..	7 ^e échelon..	Maintien de l'ancienneté d'échelon et majoration de 2 ans.

Ceux qui détenaient l'un des grades compris dans les quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième groupes du tableau de l'article 9 du décret du 5 décembre 1951 susvisé ou le grade de professeur d'enseignement général de collège, de professeur technique d'enseignement professionnel de collège, d'enseignement technique ou de conseiller d'éducation bénéficient d'une ancienneté de grade égale aux trois quarts de l'ancienneté qui aurait été la leur à la même date dans leur précédent grade s'ils avaient passé dans chaque échelon de celui-ci la durée la plus longue prévue.

Les intéressés sont reclassés dans leur nouveau grade à l'échelon et avec l'ancienneté d'échelon que leur ancienneté de grade ainsi calculée leur confère d'après la durée d'avancement la plus longue prévue à l'article 8 ci-après.

Ceux qui détenaient le grade d'instituteur bénéficient d'une ancienneté de grade égale aux deux tiers de l'ancienneté qui aurait été la leur à la même date dans le précédent grade s'ils avaient passé dans chaque échelon de celui-ci la durée la plus longue prévue.

Les intéressés sont reclassés dans leur nouveau grade à l'échelon et avec l'ancienneté d'échelon que leur ancienneté de grade ainsi calculée leur confère d'après la durée d'avancement la plus longue prévue à l'article 8 ci-après.

Ceux qui appartenaient à un corps de fonctionnaires titulaires autres que ceux visés aux trois alinéas précédents sont reclassés dans leur nouveau grade à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils possédaient dans leur ancien grade. Ils conservent leur ancienneté d'échelon, sauf si leur nomination dans l'emploi d'inspecteur leur apporte un gain indiciaire supérieur à celui que leur aurait procuré une promotion d'échelon dans leur ancien grade.

Art. 8. — Par dérogation aux dispositions de l'article 27 de l'ordonnance du 4 février 1959 susvisé et du décret n° 59-308 du 14 février 1959, l'avancement d'échelon des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs a lieu partie au choix, partie à l'ancienneté. Il a effet du jour où les intéressés remplissent les conditions fixées au tableau ci-dessous :

ÉCHELONS	CHOIX	ANCIENNETÉ
Du 1 ^{er} au 2 ^e échelon.....	2 ans.	2 ans.
Du 2 ^e au 3 ^e échelon.....	2 ans.	3 ans.
Du 3 ^e au 4 ^e échelon.....	2 ans.	3 ans.
Du 4 ^e au 5 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans.
Du 5 ^e au 6 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans 6 mois.
Du 6 ^e au 7 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans 6 mois.

Le ministre établit, pour chaque année, une liste des inspecteurs atteignant au cours de cette année l'ancienneté d'échelon requise pour être promus au choix. Les promotions sont prononcées, après avis de la commission paritaire, dans la limite de 50 p. 100 de l'effectif des inspecteurs inscrits sur cette liste. Les fonctionnaires qui ne bénéficient pas d'une promotion au choix sont promus lorsqu'ils justifient de la durée de services prévue pour l'avancement à l'ancienneté.

Art. 9. — Les inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs atteignant de deux ans d'ancienneté dans le 7^e échelon peuvent être nommés, au choix, après avis de la commission administrative paritaire, à l'échelon fonctionnel. Les fonctions qui leur sont confiées doivent comporter l'exercice de responsabilités particulières.

CHAPITRE II

Inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 10. — Le corps des inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs comporte une classe normale comprenant sept échelons et une classe exceptionnelle dotée d'un échelon unique.

Les inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs sont nommés par arrêté du ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 11. — Les inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs exercent, au niveau régional, des fonctions de conception, de coordination et d'étude sur le plan administratif et de contrôle et de recherche sur le plan pédagogique.

Ils ont vocation notamment aux fonctions de directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Les fonctions particulières d'inspection principale pédagogique qui leur sont confiées comprennent, notamment, l'inspection et la notation des enseignants d'éducation physique et sportive.

En outre, des missions diverses peuvent leur être confiées soit à l'administration centrale du département de la jeunesse, des sports et des loisirs, soit dans ses services extérieurs ainsi que dans les établissements nationaux ou régionaux dudit département.

Art. 12. — Les inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs sont recrutés, au choix, parmi les inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs qui, justifiant de quinze années de services publics, dont cinq années au moins en qualité d'inspecteur, figurent sur une liste d'aptitude, établie chaque année, après avis de la commission administrative paritaire.

En outre, lorsque neuf nominations ont été effectuées dans les conditions définies ci-dessus, une nomination peut être prononcée, compte tenu des nécessités du service et après avis de la commission administrative paritaire, parmi les professeurs d'éducation physique et sportive diplômés de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive, ayant atteint le 11^e échelon de leur grade et parmi les administrateurs civils ayant atteint au moins le 3^e échelon de la première classe.

Art. 13. — Lors de leur nomination, les intéressés sont classés à l'échelon comportant un traitement égal ou immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur corps d'origine.

L'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur corps d'origine leur est maintenue, dans la limite du temps nécessaire pour accéder à l'échelon supérieur, lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination se révèle inférieure soit au gain que leur aurait procuré un avancement d'échelon dans leur ancienne situation, soit, s'ils avaient atteint l'échelon terminal de leur corps d'origine, à l'augmentation de traitement que leur avait procuré leur promotion audit échelon.

Art. 14. — Par dérogation aux dispositions de l'article 27 de l'ordonnance du 4 février 1959 susvisée et du décret n° 59-308 du 14 février 1959 susvisé, l'avancement d'échelon des inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs a lieu partie au choix, partie à l'ancienneté. Il a effet du jour où les intéressés remplissent les conditions fixées dans le tableau ci-dessous :

ÉCHELONS	CHOIX	ANCIENNETÉ
Du 1 ^{er} au 2 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans.
Du 2 ^e au 3 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans.
Du 3 ^e au 4 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans.
Du 4 ^e au 5 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans.
Du 5 ^e au 6 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans.
Du 6 ^e au 7 ^e échelon.....	3 ans.	4 ans.

Le ministre établit pour chaque année une liste des inspecteurs atteignant au cours de cette année l'ancienneté d'échelon requise pour être promus au choix. Les promotions sont prononcées après avis de la commission paritaire dans la limite de 50 p. 100 de l'effectif des inspecteurs inscrits sur cette liste. Les fonctionnaires qui ne bénéficient pas d'une promotion au choix sont promus lorsqu'ils justifient de la durée de services prévue pour l'avancement à l'ancienneté.

Art. 15. — Les inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs justifiant de trois années au moins de services accomplis dans le 7^e échelon de la classe normale, peuvent accéder, dans la limite des emplois budgétaires, à la classe exceptionnelle après inscription au tableau d'avancement.

CHAPITRE III

Dispositions communes.

Art. 16. — Les inspecteurs et les inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs, en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont intégrés dans les nouveaux corps en conservant l'échelon, l'ancienneté d'échelon et la classe qu'ils détenaient précédemment.

Art. 17. — Pour l'application aux inspecteurs et inspecteurs principaux retraités des dispositions de l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraites, les assimilations prévues pour fixer les indices de traitement mentionnés à l'article L. 15 dudit code seront effectuées compte tenu des dispositions de l'article 16 du présent décret.

Art. 18. — Le nombre des inspecteurs et des inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs, susceptibles d'être placés en position de détachement, ne peut excéder le sixième de l'effectif budgétaire de chacun des deux corps.

En outre, les inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs ne peuvent être placés en position de détachement que s'ils justifient d'une ancienneté de service effectif de deux années à compter de la date de leur titularisation dans le corps.

Art. 19. — Sont abrogées les dispositions du décret n° 46-1469 du 17 juin 1946 relatif à l'organisation provisoire du corps de l'inspection de la direction générale de l'éducation physique et des sports en ce qu'elles concernent les inspecteurs et inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs; le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs, ensemble les décrets n° 62-301 du 17 mars 1962, n° 65-682 du 12 août 1965 et n° 70-173 du 5 mars 1970 qui l'ont modifié; sont abrogées, en ce qu'elles concernent les inspecteurs et les inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs, les dispositions du décret n° 61-517 du 27 mai 1961 relatif aux conditions d'avancement des inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire, des inspectrices départementales des écoles maternelles, des inspecteurs de l'enseignement technique et des inspecteurs départementaux de la jeunesse, des sports et des loisirs, ensemble les décrets n° 61-1010 du 7 septembre 1961 et n° 64-567 du 16 juin 1964 qui l'ont modifié, ainsi que celles du décret n° 63-1198 du 2 décembre 1963 portant fixation à titre transitoire des conditions de nomination et d'avancement des inspecteurs principaux de l'enseignement technique et de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 20. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la qualité de la vie et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 octobre 1974.

JACQUES CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,
ANDRÉ JARROT.

Le ministre de l'économie et des finances,
JEAN-PIERRE FOURCADE.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
(Fonction publique),
ROGER POUDONSON.

TOURISME

Régies d'avances.

Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Tourisme),

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18;

Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 71-153 du 22 février 1971;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;

Vu l'arrêté interministériel du 13 juin 1961 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents;

Vu le décret n° 68-672 du 25 juillet 1968 portant transfert au ministre de l'équipement et du logement d'attributions concernant le tourisme, le camping et les villages de vacances,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Il est institué auprès du commissariat général au tourisme une régie d'avances pour le paiement :

1° Des menues dépenses et des dépenses de matériel dans la limite de 500 F par opération;

2° Des frais de missions en France, lorsqu'il n'a pas été consenti d'avances sur ces frais;

3° Des frais de timbres-poste et affranchissements postaux;

4° Du paiement des prix du concours national annuel des villes et villages fleuris, dont le montant sera fixé chaque année par arrêté ministériel.

Art. 2. — Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 25 000 F.

Chaque année, une avance complémentaire égale au montant des prix du concours national annuel des villes et villages fleuris est accordée au régisseur.

Art. 3. — Le régisseur remettra à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum d'un mois à compter de la date de paiement.

Les modalités de justification de l'avance complémentaire et le délai de son remboursement sont fixés par l'arrêté visé au quatrième alinéa de l'article 1^{er}.

Art. 4. — L'arrêté du 3 juin 1959 est abrogé.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 1974.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur de la comptabilité publique empêché :

Le sous-directeur,
PIERRE BONNAFY.

Le secrétaire d'Etat

auprès du ministre de la qualité de la vie (Tourisme),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le commissaire au tourisme,
JEAN-PIERRE DANNAUD.

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Tourisme) en date du 22 octobre 1974, M. Contant (Georges), chef de groupe d'administration centrale, est nommé régisseur d'avances au commissariat général au tourisme.

Cette nomination prend effet le 22 octobre 1974.

MINISTERE DU TRAVAIL

Modification des rémunérations des personnels vacataires de l'administration centrale et des services extérieurs du ministère du travail et du ministère de la santé en fonctions avant le 1^{er} juillet 1971 ou recrutés à partir du 1^{er} juillet 1971.

Le ministre de l'économie et des finances, le ministre du travail, le ministre de la santé et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique),

Vu l'arrêté interministériel du 23 juillet 1971 modifié fixant les rémunérations de certains personnels vacataires de l'administration centrale et des services extérieurs du ministère de la santé et du ministère du travail,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le barème figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté interministériel du 23 juillet 1971 susvisé applicable aux seuls agents vacataires en fonctions le 30 juin 1971 est à nouveau modifié comme suit à compter du 1^{er} juillet 1974 :

1^{re} catégorie : 38,50 F, 37,20 F et 31,60 F.

2^e catégorie : 29,25 F.

3^e catégorie : 25,65 F.

4^e catégorie : 21,45 F.

Art. 2. — Les arrêtés des 1^{er} février et 22 mai 1973 modifiant les rémunérations de certains personnels vacataires de l'administration centrale et des services extérieurs du ministère de la santé et du ministère du travail sont abrogés.

Art. 3. — Le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget du ministère de la santé et du ministère du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 18 octobre 1974.

Le ministre du travail,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale,
du personnel et du budget,
PIERRE PASCAL.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
ROBERT LESCURE.

Le ministre de la santé,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale,
du personnel et du budget,
PIERRE PASCAL.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
(Fonction publique),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur de l'administration
et de la fonction publique empêché :

Le chef de service,
PIERRE GUILBEAU.